

Ce samedi en Pologne, le principal parti d'opposition, Plateforme Civique, appelle de nouveau à manifester. Les réformes entreprises par le pouvoir en place mettent en danger la démocratie, dit-il. L'Union Européenne partage cet avis et reproche à la Pologne ses manquements à l'Etat de droit.

Le PIS, parti au pouvoir, se targue sa légitimité et du soutien d'une partie de la population à ses réformes sociales (en faveur des familles par exemple). A l'intérieur du pays, comme à Bruxelles, on estime que le pouvoir conservateur transgresse les règles en matière de bonne gouvernance.

Ecouter l'émission sur [RFI](#).